

Brésil/Après son élection à la tête du pays

Une première semaine active et confuse pour Bolsonaro

AFP

Rio de Janeiro/Brésil

Le nouveau président entend concrétiser au pas de course ses promesses de campagne. Mais cafouillages et rétropédalages ne sont pas exclus.

LA première semaine du président élu Jair Bolsonaro a confirmé qu'il était déterminé à concrétiser tambour battant ses promesses de campagne aux Brésiliens : guerre contre la corruption et la violence ainsi que redressement économique. Mais aussi qu'à partir de janvier sa présidence serait jalonnée de controverses, et probablement de cafouillages et de rétropédalages.



Photo : AFP/L'Union

Le président élu Jair Bolsonaro : la volonté de concrétiser tambour battant les promesses de campagne, mais aussi des risques de cafouillages, voire de rétropédalages.

- Gouvernement

Il serait constitué à "au moins 80%". Mais, a précisé Bolsonaro sur Instagram : "j'annoncerai officiellement les noms (des ministres) sur mes réseaux. Toute autre information sera mal intentionnée".

Seuls cinq postes ont été annoncés : chef de gouvernement et ministres de l'Economie, la Défense, la Justice et des Sciences. Le gouvernement sera dégraissé, avec une quinzaine de ministères, au lieu de 29.

L'annonce de la disparition du ministère de l'Environnement, et sa fusion avec celui de l'Agriculture, a provoqué un tollé. Bolsonaro a fait comprendre jeudi qu'il allait rétro-pédaler une 2e fois sur cette question.

L'ultra-libéral Paulo Guedes a été nommé "super ministre" de l'Economie, caution de Bolsonaro pour les marchés. Pour le quotidien économique Valor, "le gigantisme" de ce ministère (Finances, Plan, Industrie, Commerce extérieur) va le rendre "impos-

sible à gérer".

Autre "super ministre" et belle prise pour Bolsonaro : le populaire juge anticorruption Sergio Moro – qui a condamné et fait emprisonner l'ex-président Lula – entre en politique, du côté de l'extrême droite, en acceptant de prendre la Justice et la Sécurité publique réunies.

"Moro a compromis son indépendance en tant que magistrat de manière irréversible", a jugé la Folha de S.Paulo

- Mesures phare

Après avoir fait des embardées sur les gros dossiers des privatisations comme des retraites, Bolsonaro a dit cette semaine qu'il voulait faire avancer très vite la cruciale réforme des retraites, à cause du "déficit monstrueux" des comptes publics.

"Si on veut imposer 65 ans" comme âge de départ à la retraite, "on a de grandes chances d'échouer, alors 62 ans", a-t-il déclaré (contre dans certains cas dès 50 ans pour les femmes et 55 pour les hommes). Encore fau-

dra-t-il que le Congrès accepte une réforme très impopulaire et que la Bourse se satisfasse d'une demi-mesure.

Il a aussi confirmé qu'il veut armer les "gens bien". "Si un chauffeur routier est armé quand quelqu'un tente de voler sa cargaison, le voleur est abattu". Le chauffeur "n'est pas puni. Ça va diminuer la violence au Brésil, c'est sûr", a-t-il déclaré.

Son ministre de la Défense, le général de réserve Augusto Heleno, s'est dit favorable à des snipers d'élite pour abattre les criminels armés, même en dehors de confrontations.

- Relations extérieures

Les premiers déplacements à l'étranger de Bolsonaro seront réservés au Chili, aux Etats-Unis et à Israël et non, comme le voulait la tradition, l'Argentine : Le Brésil de Bolsonaro va snober le bloc régional du Mercosur. Mais il va largement ouvrir les bras aux Etats-Unis, dont le président Donald Trump a souhaité un rapprochement "commercial et militaire" avec Brasilia.

Dès le lendemain de la victoire, l'ambassadeur d'Israël au Brésil, Yossi Shelley, est allé féliciter Bolsonaro à Rio. Ce dernier a confirmé jeudi qu'il transférerait l'ambassade du Brésil de Tel-Aviv à Jérusalem. Une mesure très polémique prise par Trump en mai.

L'Italie s'est félicitée de l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro et Matteo Salvini a immédiatement demandé l'extradition du "terroriste rouge" Cesare Battisti, qui a refait sa vie au Brésil. Répondant à l'homme fort du gouvernement italien, Eduardo Bolsonaro, fils député de Jair, a tweeté sans façons : "le cadeau arrive".

- Presse

"Je suis entièrement favorable à la liberté de la presse", a dit Bolsonaro. Il a toutefois averti le premier quotidien du Brésil, Folha de S.Paulo, qu'il "est fini", menaçant de lui couper le robinet de la publicité publique. Folha avait publié un reportage sur l'envoi de millions de messages de propagande bolsonariste sur WhatsApp – potentielle-

ment une fraude électorale. Ses propos ont entraîné de nombreuses protestations d'organisations de journalistes brésiliennes et internationales.

"Habituez-vous", a lancé Folha dans un éditorial défiant, "nous n'arrêterons pas de scruter l'exercice du pouvoir".

- Communication

Le soir de la victoire, Bolsonaro s'est exprimé pas moins de trois fois : deux sur Facebook, une troisième à la télévision, pendant une prière. Son usage assidu des réseaux sociaux comme canal de communication laisse prévoir un contournement des médias traditionnels, à la manière de Trump.

La plupart des annonces de la semaine ont été faites devant le domicile de Paulo Marinho, un ami industriel, ou devant le sien, dans une zone résidentielle excentrée de Rio de Janeiro, forçant les journalistes à camper sur place pendant des heures, sans aucune information, ni contact de presse.

A travers le monde

• **Espagne/Justice. Catalogne : les dirigeants indépendantistes risquent jusqu'à 25 ans de prison**



Photo : AFP

Un an après la tentative de sécession de la Catalogne, le parquet espagnol a requis hier de lourdes peines de prison – jusqu'à 25 ans – contre les dirigeants indépendantistes qui doivent être bientôt jugés, confirmant l'accusation controversée de "rébellion" pourtant rejetée par le gouvernement.

• **Pakistan/Conflit. Assassinat d'un influent mollah proche des talibans**



Photo : AFP

Le mollah pakistanais Sami ul-Haq, connu pour ses liens étroits avec les talibans afghans, a été assassiné hier par des inconnus, a-t-on appris auprès de sa famille et de sources officielles.

• **Sri Lanka/Politique. Le Parlement convoqué la semaine prochaine**

Le président sri-lankais a ordonné hier la tenue d'une session parlementaire la semaine prochaine afin de tenter de sortir de la lutte de pouvoir au sommet de l'État, pour laquelle les marchandages font rage en coulisses.

• **Syrie/Conflit. Huit morts dans le pilonnage du régime à Idleb**

Au moins huit personnes, dont cinq civils, ont été tuées hier par des frappes d'artillerie du régime syrien sur leur localité dans la province d'Idleb, où un accord pour une "zone démilitarisée" est pourtant prévu, a annoncé une ONG.

• **Turquie/Enquête. Khashoggi : le corps aurait été "dissous"**

Un responsable turc a affirmé vendredi, un mois après le meurtre de Jamal Khashoggi au consulat saoudien à Istanbul, que son corps démembré avait été dissous alors que la fiancée du journaliste a appelé la communauté internationale à juger les coupables.

RDCongo/Assassinat de l'activiste Rossy Mukendi

Plainte contre le chef de la police de Kinshasa

AFP

Kinshasa/RDCongo

Le militant pro-démocratie de 35 ans avait été tué par balle le 25 février dans la répression de la marche organisée par des catholiques qui s'opposaient au maintien au pouvoir du président Joseph Kabila au-delà du terme de son mandat.

L'AVOCAT de la famille de Rossy Mukendi, militant pro-démocratie tué en fé-

vrier pendant une manifestation anti-Kabila, a déclaré hier avoir porté plainte contre le chef de la police de Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo.

"Au nom de la famille Rossy Mukendi Tshimanga, j'ai porté plainte à l'auditorat général (parquet militaire) contre le général Sylvano Kasongo et consorts pour avoir agi comme bande organisée dans l'assassinat" du jeune activiste, a déclaré à l'AFP Me Richard Bondo.

L'avocat accuse le général Kasongo "d'avoir subtilisé

l'arme du crime" et le soupçonne d'avoir "substitué l'auteur de l'assassinat par un innocent". Outre le général, Me Bondo cite également d'autres responsables administratifs et policiers qui, selon lui, devraient comparaître dans le procès.

"Nous ne sommes pas au courant de cette plainte, s'il y a plainte, ils vont nous l'adresser, ça ne sera pas en l'air", a déclaré le colonel Pierrot-Rombaut Mwamputu, porte-parole de la police, qui est également cité. Initiateur du mouvement

"Collectif 2016", Rossy Mukendi (35 ans) a été tué par balle le 25 février dans la répression de la marche organisée par des catholiques qui s'opposaient au maintien au pouvoir du président Joseph Kabila au-delà du terme de son mandat.

Après l'assassinat de Rossy Mukendi, la police avait affirmé avoir fait usage de balles en caoutchouc pour réprimer les manifestants. Un policier avait alors été désigné comme auteur de l'assassinat. Son procès a démarré le 25 mai, une semaine après l'enterrement,

avant d'être interrompu. La date de la reprise n'est pas connue, selon Me Bondo.

Pour cet avocat, le policier aujourd'hui en détention "Kumbo Tokis n'est pas le vrai auteur de l'assassinat de Rossy Mukendi, mais plutôt le brigadier Bivuala".

Au moment des faits, ce brigadier était le garde du corps d'une major, Carine Lokeso, considérée par les parties civiles comme "donneur d'ordre" du meurtre. L'avocat exige également que la major soit dans le box des accusés.